



NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE

Troisième trimestre 2025

APERÇU DES TENDANCES CONJONCTURELLES

Une bonne tenue de la croissance accompagnée d'un niveau des prix à la consommation soutenable.

Le troisième trimestre 2025 est marqué par une baisse du niveau général des prix à la consommation (-0,6%) en comparaison avec le deuxième trimestre de 2025. En rythme annuel, le niveau général des prix à la consommation est en baisse de 2,7%.

Le PIB réel connaît une croissance et s'affiche à +2,4% en rythme trimestriel tout en poursuivant sa croissance en variation annuelle (+4,3%). Cette performance s'explique essentiellement par une hausse de la valeur ajoutée de tous les secteurs d'activités. La croissance dans le secteur primaire contribue à la croissance économique de 2,5 points de pourcentage, le tertiaire à 0,2 point de pourcentage et le secondaire à 0,9 point.

La production industrielle en volume enregistre une baisse de 3,7% au troisième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. Cette diminution est imputable essentiellement aux industries de production et de distribution de gaz et d'eau (-23,0%) et manufacturières (-11,3%). En rythme trimestriel la baisse de la production industrielle est ressortie à 13,4%.

Les échanges extérieurs de biens se sont caractérisés par un solde excédentaire et en régression par rapport au trimestre précédent en lien avec une baisse des exportations (6,8%). L'or qui est le principal produit d'exportation du pays (93,4% du total des exportations de biens) a vu sa production industrielle croître de 20,3% en glissement trimestriel et de 3,1% en glissement annuel.

L'exécution des opérations financières de l'Etat, fait ressortir un solde net de gestion excédentaire. Les recettes totales au troisième trimestre progressent de 14,0% en comparaison avec le troisième trimestre de 2024. Les dépenses totales croissent de 7,7% sur la même période en rythme annuel. A fin septembre 2025, il ressort un besoin de financement de 307,1 milliards de FCFA en amélioration de 105,7 milliards de FCFA comparativement à fin septembre 2024.

1. Environnement international

Une résilience précaire dans un environnement toujours incertain

La croissance mondiale devrait atteindre 3,0 % en 2025 et 3,1 % en 2026. Les prévisions pour 2025 sont supérieures de 0,2 point de pourcentage aux prévisions de référence des Perspectives de l'économie mondiale (PEM) d'avril 2025 et supérieures de 0,1 point de pourcentage pour 2026. En effet, les achats avancés ont été plus importants que prévu en anticipation de la hausse des droits de douane ; les droits de douane moyens effectivement imposés par les États-Unis ont été inférieurs à ce qui avait été annoncé en avril ; les conditions financières se sont améliorées, notamment en raison d'un affaiblissement du dollar ; et certains grands pays ont connu une expansion budgétaire. Au niveau mondial, l'inflation globale devrait être ramenée à 4,2 % en 2025 et 3,6 % en 2026, suivant ainsi une trajectoire analogue à celle prévue en avril. Cette situation générale masque des différences marquées entre les pays, les prévisions tablant sur une inflation qui restera supérieure à l'objectif aux États-Unis et sera plus modérée dans d'autres grandes économies.

Les risques qui pèsent sur les perspectives sont orientés à la baisse, tout comme l'indiquait l'édition d'avril 2025 des PEM. Un rebond des droits de douane effectifs pourrait ralentir la croissance. Une incertitude accrue pourrait commencer à peser davantage sur l'activité, surtout si les dates butoirs avant de nouvelles hausses des droits de douane sont franchies sans que des progrès sensibles soient enregistrés sur des accords solides et permanents. Des tensions géopolitiques risquent de perturber les chaînes d'approvisionnement mondiales et de faire monter les cours des produits de base. Un creusement des déficits budgétaires ou un accroissement de l'aversion pour le risque pourrait relever les taux d'intérêt à long terme et durcir les conditions financières mondiales. Conjuguée aux craintes de fragmentation, cette situation pourrait raviver la volatilité des marchés financiers. Du côté positif, la croissance mondiale pourrait se dynamiser si les négociations commerciales débouchent sur un cadre prévisible et une diminution des droits de douane. Les politiques publiques doivent instaurer confiance, prévisibilité et viabilité en calmant les tensions, en préservant la stabilité des prix et du système financier, en reconstituant les marges de manœuvre budgétaires et en appliquant les réformes structurelles indispensables.

Depuis les PEM d'avril 2025, l'incertitude est restée élevée, même si les droits de douane effectifs ont baissé (graphique 1). En particulier, le 12 mai, la Chine et les États-Unis se sont entendus pour diminuer, pendant 90 jours (soit jusqu'au 12 août), les droits de douane qui étaient montés en flèche après le 2 avril. La suspension des hausses des droits de douane imposées par les États Unis à la plupart de ses partenaires commerciaux devrait s'achever le 1^{er} août, alors que la date limite avait été fixée à l'origine au 9 juillet. Dans des courriers envoyés à certains partenaires commerciaux, l'administration américaine menace d'imposer des droits encore plus élevés que ceux annoncés le 2 avril. Des procédures judiciaires sont en cours aux États-Unis pour savoir si la loi sur les pouvoirs économiques en cas de crise internationale (International Emergency Economic Powers Act) peut servir de fondement juridique à l'imposition de droits de douane. Bien que l'adoption de la loi One Big Beautiful Bill Act (OBBBA), en juillet, ait précisé la trajectoire à court terme de la politique budgétaire des États-Unis, elle a accru l'incertitude quant à la viabilité budgétaire à plus long terme.

Dans les pays avancés, la croissance devrait atteindre 1,5 % en 2025 et 1,6 % en 2026. Aux États Unis, les droits de douane s'établissant à un niveau inférieur à ceux annoncés le 2 avril et les conditions financières s'assouplissant, l'économie devrait connaître une expansion de 1,9 % en 2025, soit 0,1 point de pourcentage de plus que dans les prévisions de référence d'avril, une partie étant compensée par une demande privée qui ralentit plus rapidement que prévu et un recul de l'immigration. La croissance devrait reprendre légèrement pour atteindre 2,0 % en 2026 ; elle devrait être stimulée à moyen terme par l'entrée en vigueur de la loi OBBBA principalement sous l'effet des incitations fiscales en faveur des investissements des entreprises. Ce taux est supérieur de 0,3 point de pourcentage aux prévisions de référence d'avril. Les services du FMI estiment que la loi OBBBA pourrait relever la production aux États-Unis d'environ 0,5 % en moyenne sur la période considérée dans les PEM et jusqu'à la fin de 2030, par rapport à un scénario de base sans ce train de mesures budgétaires.

Dans la zone euro, la croissance devrait s'accélérer pour s'établir à 1,0 % en 2025 et à 1,2 % en 2026. Les prévisions ont donc été révisées à la hausse de 0,2 point de pourcentage pour 2025, mais essentiellement en raison de la croissance robuste du PIB en Irlande au premier semestre de l'année, bien que ce pays représente moins de 5 % du PIB de la zone euro. La révision à la hausse pour 2025 s'explique par une augmentation historiquement forte des exportations de produits pharmaceutiques irlandais vers les États-Unis du fait des achats d'anticipation et de l'ouverture de nouveaux sites de production. Si l'on excluait l'Irlande, cette révision ne serait que de 0,1 point de pourcentage. Les prévisions pour 2026 sont inchangées par rapport à celles d'avril, les effets des mouvements d'anticipation s'estompant et l'économie se développant à son rythme potentiel. La révision des engagements de dépenses dans le secteur de la défense devrait avoir des conséquences les années suivantes, car il

est prévu que ces engagements augmentent progressivement pour atteindre leur niveau cible d'ici à 2035.

Dans d'autres pays avancés, la croissance devrait ralentir pour atteindre 1,6 % en 2025 et reprendre à 2,1 % en 2026. Dans certains cas, l'appréciation de la monnaie compense les effets favorables de conditions financières plus accommodantes, tandis que les droits de douane effectifs sont identiques ou légèrement plus élevés que dans les prévisions de référence des PEM d'avril en raison des nouveaux droits de douane imposés sur l'importation de pièces détachées automobiles en mai et du doublement des droits de douane sur l'acier et l'aluminium, en juin.

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance devrait être de 4,1 % en 2025 et 4,0 % en 2026. La croissance de la Chine pour 2025 a été revue à la hausse (de 0,8 point de pourcentage) par rapport aux projections d'avril, à 4,8 %. Cette révision s'explique par une activité plus forte que prévu au premier semestre 2025 et par la baisse sensible des droits de douane États-Unis-Chine. L'évolution du PIB au premier trimestre 2025 à lui seul justifie de réviser mécaniquement à la hausse le taux de croissance sur l'année de 0,6 point de pourcentage. Une reprise de l'accumulation des stocks devrait compenser une partie des retombées des mouvements d'anticipation au deuxième semestre 2025. La croissance en 2026 a également été revue à la hausse de 0,2 point de pourcentage, à 4,2 %, toujours sous l'effet de la baisse des droits de douane effectifs. En Inde, la croissance devrait s'établir à 6,4 % en 2025 et 2026, ce chiffre ayant été légèrement révisé à la hausse pour les deux années, car la situation extérieure est plus rassurante que ce qui avait été prévu dans les prévisions de référence d'avril.

Dans la région Moyen-Orient et Asie centrale, la croissance devrait s'accélérer pour s'établir à 3,4 % en 2025, puis à 3,5 % en 2026. La croissance devrait être relativement stable en 2025 en Afrique subsaharienne, à 4,0 %, avant de se hisser à 4,3 % en 2026. En Amérique latine et aux Caraïbes, la croissance devrait ralentir à 2,2 % en 2025, puis revenir à 2,4 % en 2026. Dans les pays émergents et les pays en développement d'Europe, la croissance devrait également s'affaiblir et rester morose à 1,8 % en 2025 et 2,2 % en 2026.

Maintien de la croissance de l'activité économique et des tendances inflationnistes en Afrique subsaharienne

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait se montrer plutôt stable en 2025, affichant un taux de 4,0% avant de se hisser à 4,3% en 2026.

La croissance économique se serait maintenue en 2024, au même niveau que l'année précédente, soit à 3,6%, avant d'accélérer à 4,2% en 2025, à mesure que les effets négatifs des chocs météorologiques antérieurs s'atténuent et que les contraintes d'approvisionnement se relâchent. Par rapport aux prévisions d'avril, les prévisions régionales sont révisées à la baisse de 0,2 point de pourcentage pour 2024 et à la hausse de 0,1 point de pourcentage pour 2025. En effet, la région connaît plusieurs conflits qui inhibent les perspectives d'investissement et de croissance, en plus des contraintes de financement liées aux politiques monétaires en vigueur dans les pays avancés. Outre le conflit en cours au Sud Soudan, qui a entraîné une contraction de 26% de l'économie du pays, l'économie nigériane ne s'est pas totalement remise sur une dynamique favorable pour booster, comme par le passé, la croissance subsaharienne. En effet, l'activité économique au Nigéria se serait maintenue à 2,9% en 2024, soit une baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions d'avril 2024, avant d'atteindre 3,2% en 2025.

Au niveau mondial, l'inflation aurait continué à baisser, passant d'une moyenne de 6,7% en 2023 à 5,8% en 2024 et 4,3% en 2025. Toutefois, il y aurait plusieurs risques en face pour déstabiliser la tendance baissière du niveau général des prix. En outre, la désinflation devrait être plus rapide dans les économies avancées, avec une baisse de 2 points de pourcentage (pp) de 2023 à 2024 et une stabilisation à environ 2% en 2025. Dans les marchés émergents et les économies en développement, le rythme de la baisse de l'inflation serait moins important et l'inflation aurait diminué à 8,1% en 2023 et 7,9% en 2024, puis devrait baisser à un rythme plus rapide en 2025 pour atteindre 5,9%.

En Afrique subsaharienne, l'inflation a également ralenti, du fait du resserrement de la politique monétaire dans plusieurs pays. En effet, le taux médian d'inflation de la région serait passé de 7,0% en 2023 à 4,7% en 2024 et devrait s'établir 4,5% en 2025. Cependant, l'inflation reste à deux chiffres dans près d'un tiers des pays, dont l'Angola, l'Éthiopie et le Nigéria. Elle est, ainsi, supérieure à la fourchette cible dans presque la moitié de la région, en particulier dans les pays dont la politique monétaire n'est pas ancrée par un taux de change fixe. En outre, le niveau des prix semblerait plus conséquent dans les pays exportateurs de pétrole où l'inflation serait même en hausse par rapport à 2023, passant de 19,7% à 27,3%, avant de baisser légèrement en 2025 pour se situer à 21,0%.

Regain d'activité et maîtrise de l'inflation dans la zone UEMOA en 2025

Au niveau de l'UEMOA, la croissance économique en 2025 ressortirait à 6,7%, contre 6,3% en 2024. Ce dynamisme économique serait soutenu par l'ensemble des secteurs, notamment avec l'exploitation des gisements de pétrole et de gaz. Toutefois, ces perspectives restent fragilisées par les effets des chocs climatiques, la volatilité des cours des matières premières, et la montée des tensions commerciales au niveau mondial.

L'inflation, au niveau régional, devrait rester modérée, en deçà du seuil communautaire de 3%, dans la plupart des Etats membres. Elle est projetée à 1,6% en 2025, contre 3,3% en 2024.

Evolution du taux de change de certaines devises par rapport au FCFA

Le dollar US et le Cedi ghanéen se sont dépréciés par rapport au franc CFA à fin septembre 2025 avec des taux respectifs de 1,7% et 13,9% comparativement à leur niveau en fin juin 2025. Le rand s'est échangé à la fin du troisième trimestre 2025 à 32 FCFA soit une hausse de 0,5% par rapport à fin juin 2025. Le Franc suisse s'est échangé à 701,7 franc CFA en fin septembre 2025 soit une hausse de 0,4% par rapport à fin juin 2025.

Comparativement à fin septembre 2024, le dollar US et le rand se sont dépréciés respectivement de 5,4% et 4,5% en fin septembre 2025. Le cedi ghanéen et le Franc suisse ont quant à eux connu une hausse respective de 26,7% et 0,7%.

Evolution des cours mondiaux de certaines matières premières.

• Le cours du baril de pétrole

Le cours mondial du baril de pétrole (average) est en baisse à fin septembre 2025 ; il est ressorti à 66,5\$ US le baril contre 69,1\$ US à fin juin 2025, soit une baisse de 3,9% en un trimestre. Comparé à son niveau de septembre 2024, le cours mondial du baril de pétrole est en baisse de 8,2%.

Le Brent quant à lui, est ressorti à 68,0\$ US le baril en septembre 2025 contre 71,5\$ US à fin juin 2025 soit une baisse de 4,9%. Comparé à son niveau de septembre 2024, il enregistre une baisse de 8,5%.

- *Le cours mondial de l'or*

En septembre 2025, le cours de l'or enregistre une hausse de 9,4% par rapport à juin 2025. En effet, le cours de l'or s'est affiché en moyenne, à 3667,7 \$ US l'once en septembre 2025 contre 3 352,7 \$ US l'once en juin 2025. Comparativement à fin septembre 2024, le cours de l'or a enregistré une hausse de 42,7%.

Converti en francs CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 72 330 FCFA le gramme en septembre 2025, soit une hausse de 7,5% par rapport à juin 2025 (67 292 FCFA) et en hausse de 35,0 % en une année (53 568 FCFA en septembre 2024).

- *Le cours mondial du coton*

Le cours du coton sur les marchés mondiaux connaît une baisse de 0,4% en un trimestre en passant de 1725,8 \$ US la tonne en juin 2025 à 1718,3 \$ US en septembre 2025. Par rapport à fin septembre 2024, il décroît de 5,5%. Converti en francs CFA, la fibre de coton vaut 960,3 FCFA le kilogramme en septembre 2025 contre 981,7 FCFA le kilogramme en juin 2025, soit une baisse de 2,2%. Par rapport à septembre 2024, le cours du coton connaît une baisse de 10,6%.

2. ECONOMIE NATIONALE

Un regain d'activité avec une croissance de 2,4% du PIB réel au troisième trimestre 2025

Au troisième trimestre 2025, l'activité économique connaît une amélioration et s'affiche à +2,4% de croissance en rythme trimestriel. Cette performance s'explique essentiellement par une hausse de la valeur ajoutée de la totalité des secteurs d'activité. En effet la valeur ajoutée du secteur primaire croît de 2,5% imputable essentiellement à l'agriculture (+2,8%). Le secteur secondaire enregistre une hausse de 5,1% attribuable principalement aux activités extractives (+14,0%) et manufacturières (+4,0%). La hausse de la valeur ajoutée dans le secteur tertiaire (+0,8%) est en lien avec la performance observée dans les services de commerce et réparation (+4,1%), le transport et entreposage (+10,1%) et les services d'information et communication (+7,9%).

En glissement annuel, le PIB réel croît de 4,3% au troisième trimestre 2025. Ce rythme de croissance est porté positivement par les secteurs primaire (+11,6%), secondaire (+3,9%) et tertiaire (+0,6%). Les impôts et taxes nets sur les produits augmentent de 8,2%. Le secteur primaire devient le moteur de la croissance avec une contribution de 2,5 points de croissance devant le secteur secondaire avec 0,9 point de croissance et le secteur tertiaire avec une performance de 0,2 point de croissance.

2.i. LA PRODUCTION AGRICOLE

La production céréalière croit fortement en 2025

Selon le bilan céréalier, la production céréalière brute est estimée à 7 142 484 tonnes en 2025. Cette production est en hausse respectivement de 17,6% et de 33,8% par rapport à la campagne agricole précédente et à la moyenne des cinq dernières années. De façon spécifique, Le bilan céréalier prévisionnel 2025 / 2026 fait ressortir que :

La production du mil local est ressortie à 963 894 tonnes, soit une hausse de 6,2% par rapport à la campagne passée et 12,7% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes agricoles ;

La production du maïs et blé s'est affichée à 2 686 531 tonnes au cours de la campagne agricole 2025/2026, soit une hausse respective de 14,6% et 25,9% par rapport à l'année précédente et à la moyenne quinquennale.

La culture du blé, soutenue dans le cadre de la souveraineté alimentaire nationale enregistre une production de 4 117 tonnes pendant la campagne 2025/2026.

La production du sorgho blanc est estimée à 1 942 926 tonnes, soit une hausse de 18,0% par rapport à la campagne agricole passée. Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, cette production est en hausse de 53,8% ;

La production du sorgho rouge est estimée à 523 351 tonnes, soit une hausse de 8,2% par rapport à la campagne agricole passée. Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, cette production est en hausse de 11,4% ;

La production du riz est ressortie à 1 008 737 tonnes, correspondant à une hausse de 49,3% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2024-2025 et à une hausse de 67,1% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes ;

Le fonio enregistre une production de 17 044 tonnes, en hausse de 7,2% par rapport à la production définitive de la campagne agricole précédente et une hausse de 24,7% par rapport à la moyenne quinquennale.

La production définitive des cultures de rente hors coton est ressortie à 1 353 298 tonnes en baisse respectivement de 32,4% par rapport à la campagne passée et de 18,5% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

2.ii. Industries et mines

« Baisse trimestrielle de la production industrielle au troisième trimestre 2025 »

Au troisième trimestre 2025, la production industrielle a enregistré une baisse de 3,7% par rapport au trimestre précédent, imputable essentiellement aux industries de production et de distribution de gaz et d'eau (-23,0%) et manufacturières (-11,3%). Cette baisse est atténuée par la hausse de la production des industries extractives (+14,9%).

Le recul des activités manufacturières est imputable principalement aux activités de fabrication de boissons (-19,5%), de fabrication de produit à base de tabac (-35,4%) et à la métallurgie (-71,7%). La baisse dans la branche des industries manufacturières est aussi atténuée par un regain de croissance de sous-branches telles que la fabrication de produits alimentaires (+13,4%) et de fabrication de produits chimiques (+189,9%).

En glissement annuel, la production industrielle est en baisse de 13,4% au troisième trimestre 2025. Cette baisse s'explique essentiellement par une baisse des activités des industries extractives (-21,9%) et des industries manufacturières (-13,3%).

2.iii. Eau et transports

La consommation totale d'eau potable en baisse au deuxième trimestre

A fin juin 2025, le nombre d'abonnés actifs de l'ONEA et les bornes fontaines s'élève à 551 992 soit une augmentation de 1,0% par rapport à fin mars 2025. La consommation totale d'eau potable de juin 2025 est en baisse en un trimestre de 10,9% constatée sur tous les secteurs de consommation avec les « Ménages » (-12,8%), les « Grandes maisons et industrie » (-13,8%) et les « collectivités et communes » (-22,6%), les trois secteurs ayant connu les plus grandes variations.

Hausse du trafic aérien de passagers en juin 2025

Le nombre total de passagers (débarqués et embarqués) en juin 2025 affiche une hausse 9,0% par rapport à mars 2025. Cette croissance du nombre de passagers est due à l'ensemble des départs et des arrivées qui sont en hausse respective de 3,4% et 15,6% en un trimestre.

En glissement annuel, le nombre total de passagers est en baisse de 21,3% en passant de 165 001 passagers en juin 2024 à 129 804 en juin 2025. Par contre, le

nombre de passagers en transit passe de 42 470 à 57 528 soit une hausse annuelle de 35,5%.

2.iv. Commerce extérieur

Balance commerciale excédentaire au troisième trimestre 2025

Les exportations de biens en valeur ont connu une baisse de 6,8% (-105,9 milliards de FCFA) au troisième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. Cette baisse trimestrielle s'est faite ressentir surtout dans les exportations des fruits (à l'exception des fruits oléagineux), du coton et des autres huiles végétales fixes qui sont les trois principaux produits exportés après l'or au cours du troisième trimestre 2025.

En glissement annuel, les exportations sont passées de 814,4 milliards à 1449,7 milliards de FCFA, soit une hausse significative de 78,0% imputable à la hausse de 35,0% du cours mondial de l'or, premier produit exporté avec une part de 93,4% dans les exportations de biens. Cette progression annuelle se justifie également par la hausse de l'exportation de l'or non monétaire (+87,9%), des fruits non oléagineux (+12,9%), du coton (+392,2%) et des autres huiles fixes (+89,9%).

Quant aux importations, elles sont estimées à 1 120,1 milliards de FCFA au troisième trimestre 2025 contre 1058,2 milliards de FCFA au trimestre précédent, soit une hausse de 5,9%. Par rapport au même trimestre de l'année précédente, les importations ont augmenté de 10,8% (+109,6 milliards de FCFA).

Le taux de couverture se situe à 129,4% avec une régression de 17,6 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2025. En glissement annuel, le taux de couverture a connu une croissance de 60,6 points de pourcentage. L'excédent commercial au troisième trimestre 2025 est de 329,6 milliards de FCFA. Comparativement au troisième trimestre 2024 qui affichait un déficit commercial de 196,1 milliards de FCFA, l'excédent commercial du troisième trimestre 2025 fait ressortir une amélioration de 525,7 milliards de FCFA.

2.v. Prix à la consommation

Baisse des prix à la consommation au troisième trimestre

Au troisième trimestre 2025, le niveau général des prix à la consommation baisse de 0,6% en glissement trimestriel et de 2,7% en glissement annuel.

La baisse trimestrielle est soutenue principalement par les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-0,9%), les services de « information et communication » (-4,6%) et le « transport » (-0,3%).

Quant à la déflation de 2,7% constatée en glissement annuel, elle est expliquée essentiellement par la baisse des prix au niveau des divisions de consommation « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-2,0%), « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (-2,6%), et « information et communication » (-3,8%).

A fin septembre 2025, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de 1,4%.

2.vi. Finances publiques

Amélioration du solde net de gestion budgétaire à fin septembre 2025

Au troisième trimestre 2025, la mobilisation des ressources budgétaires fait ressortir un taux d'exécution annuel de 77,4%. En effet, les recettes s'élèvent à 2517,1 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 3 251,0 milliards de FCFA. Les recettes fiscales (2115,4 milliards de FCFA) représentent 84,04% du total des recettes mobilisées. Elles sont dominées par les impôts sur les biens/services (1019,8 milliards de FCFA) et les impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital (746,2 milliards de FCFA). Les dons (98,5 milliards de FCFA) progressent faiblement et restent en dessous de leurs niveaux un an plutôt.

Pour les dépenses totales, elles ont été exécutées à hauteur de 2819,8 milliards de FCFA au troisième trimestre 2025 pour une prévision annuelle de 3 706,5 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 76,1%.

Comparativement au Troisième trimestre 2024, les ressources mobilisées ont progressé de 309,3 milliards de FCFA (+14,0%). Cette hausse est la résultante d'une augmentation des recettes fiscales de 243,1 milliards de FCFA (+13,0%), des autres recettes de 98,9 milliards de FCFA (+48,4%) et une baisse des dons extérieurs de 32,7 milliards de FCFA (-24,9%).

Les dépenses sont en hausse de 201,7 milliards de FCFA (+7,7%) comparées au troisième trimestre 2024. Cette hausse est la résultante de la progression des charges de 102,9 milliards de FCFA (+5,8%) et des transactions sur des actifs non financiers de 98,7 milliards de FCFA (+11,7%).

Le solde net de gestion est ressorti positif au troisième trimestre 2025 et s'est affiché à 641,2 milliards de FCFA traduisant une couverture de l'ensemble des charges par les recettes. Par rapport au même trimestre de l'année précédente, le solde net de gestion est en amélioration de 206,4 milliards de FCFA. A fin septembre 2025, il ressort un besoin de financement de 307,1 milliards de FCFA en amélioration de 105,7 milliards de FCFA comparativement à fin septembre 2024.

2.vii. Situation monétaire

Afflux des actifs extérieurs nets et des créances intérieures au troisième trimestre 2025

Au troisième trimestre 2025, l'évolution des agrégats monétaires fait ressortir une hausse trimestrielle des actifs extérieurs nets de 24,5 milliards de FCFA (+1,0%). Cet afflux est la résultante d'une hausse des actifs extérieurs nets des banques de dépôts (+72,2 milliards de FCFA) et une baisse des actifs extérieurs nets de la banque centrale (+47,7 milliards de FCFA). Sur un an, les actifs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 650,8 milliards de FCFA (+36,0%).

Les créances intérieures ont connu une hausse trimestrielle de 68,0 milliards de FCFA (1,4%). Cette hausse est imputable à l'afflux des créances sur l'Administration Centrale de 20,9 milliards de FCFA (+2,5%) et des créances nettes sur les autres secteurs de 47,1 milliards de FCFA (+1,1%).

Par rapport au troisième trimestre 2024, les créances intérieures ont progressé de 69,9 milliards de FCFA (+1,4%).

La masse monétaire (M2) au troisième trimestre 2025 est ressortie à 6435,9 milliards de FCFA, en hausse de 204,8 milliards de FCFA (+3,3%) comparée au deuxième trimestre 2025. Par rapport au troisième trimestre 2024, la masse monétaire a progressé de 666,3 milliards de FCFA (+11,5%).

Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD)

Directeur Général : **Toubou RIPAMA**

Directeur Général Adjoint : **Bernard BERE**

Directeur des Statistiques et des Synthèses Economiques : **Barbi KABORE**

Chef de Service de la Prévision et de l'Analyse de Conjoncture : **Issaka NIANGAO**

Responsable de la publication : **Germain GOUBA**

Distribution : **Direction de l'Informatique et du Management de l'Information Statistique**

Pour toute information, s'adresser au Service de la Prévision et de l'Analyse de Conjoncture

Tél : (226) 25 4985 00 Avenue Pascal ZAGRE, Ouaga 2000, 01 BP 374

Ouagadougou 01, BURKINA FASO ; Site Web: www.insd.bf;

Email: insd@insd.bf